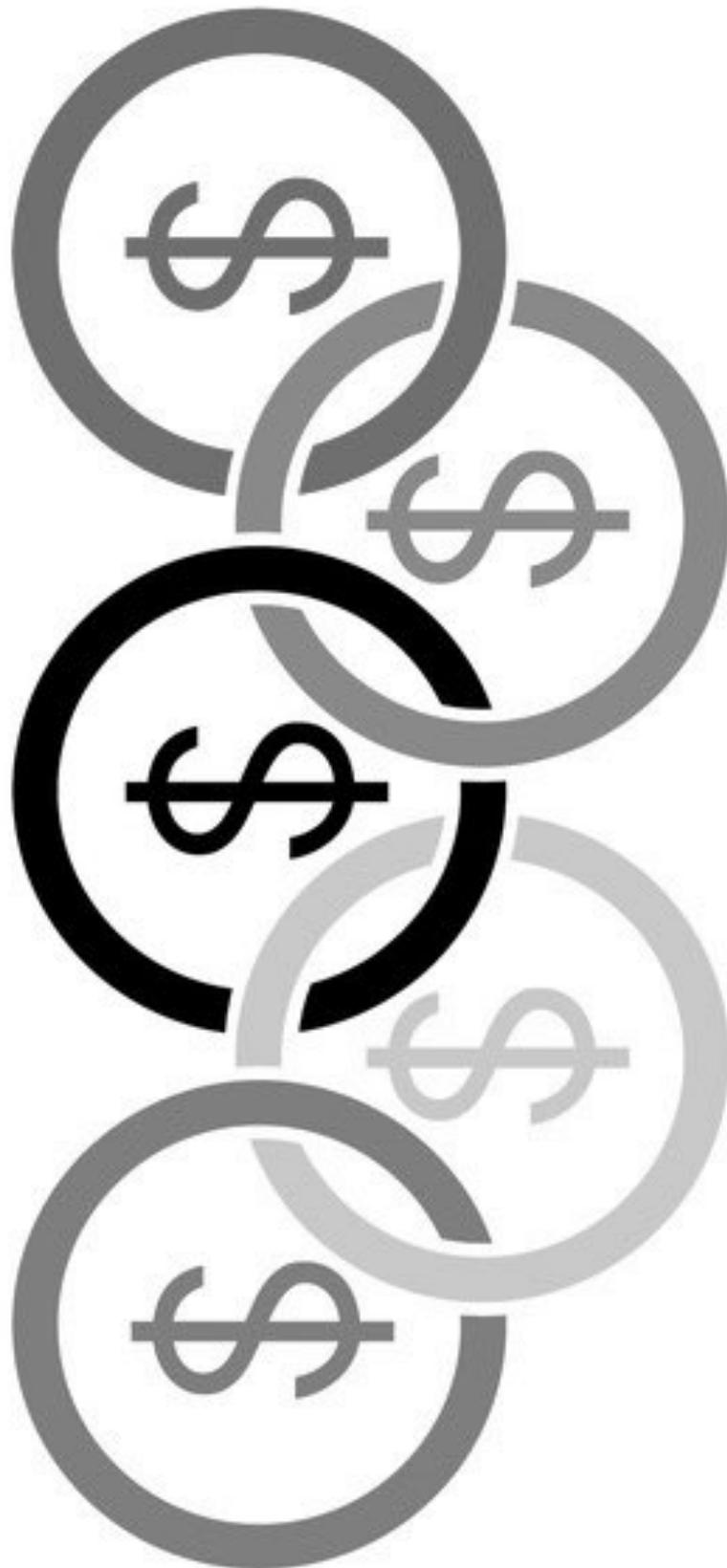


**Les JOP, c'est l'économie du
ruissellement inversé**



Pourquoi les Jeux Olympiques sont-ils devenus une force économique avant d'être un événement sportif ? Ancien athlète, le politiste Jules Boykoff montre que des processus d'accumulation du capital considérables se mettent en place dès lors qu'une ville organise des Jeux Olympiques de grande ampleur. Leur coût est systématiquement sous-évalué, l'espace public est militarisé, les équilibres sociaux déstabilisés, et les écosystèmes menacés. Pourquoi les villes continuent-elles alors de les organiser ?

À l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024, Paris se prépare à se vider de ses habitant.es pour accueillir le flux de touristes, journalistes et athlètes venu.es assister au premier méga-événement sportif de la planète. Le 29 novembre 2023, le Préfet de Police de Paris annonçait la mise en place de QR codes pour circuler dans les rues de la capitale et le Ministre des Transports incitait les Parisien.nes à prendre des congés pour soulager les réseaux de transport franciliens au moment des Jeux. En Seine-Saint-Denis, département qui accueille la plupart des équipements construits pour l'occasion, les habitant.es vivent depuis plusieurs années dans les chantiers et dénoncent les réaménagements de leurs quartiers, au sujet desquels ils et elles n'ont pas été consulté.es.

Lorsque les JOP arrivent dans une ville, ils se manifestent par une pluralité de symptômes délétères : délogements et gentrification, construction de gigantesques infrastructures et bétonisation, renforcement de la surveillance dans l'espace public, exploitation et corruption. Paris ne fait pas exception. Documentés de manière éparsée par la presse, ces éléments sont difficiles à relier sans comprendre le fonctionnement de la machine olympique. Depuis plus de quinze ans, le politiste américain Jules Boykoff élabore les clefs d'analyse de ce phénomène qui, par -delà l'aura de la compétition sportive, représente une aubaine pour l'accumulation du capital. Cet ancien athlète, devenu l'une des figures centrales du mouvement transnational d'opposition aux JO, décrit l'organisation du grand événement sportif et documente les mobilisations qui, de Rio à Tokyo à Los Angeles, tentent de s'opposer à sa tenue.

L'histoire des Jeux, loin de l'image de concorde et de paix avancée par ses organisateurs, est une histoire conflictuelle. Dans *Power Games* (Verso, 2016), Boykoff élabore une première histoire politique des Jeux Olympiques, de leur fondation par Pierre de Coubertin à la Guerre Froide, à leur commercialisation pendant les années Reagan, moment où se mettent en place les Jeux tels que nous les connaissons aujourd'hui. Dans un ouvrage plus théorique, *Celebration Capitalism* (Routledge, 2013), il approfondit la lecture politique du phénomène, en développant le pendant du célèbre concept de « capitalisme de la catastrophe » de Naomi Klein. Dans le cas des JO, la liesse de la fête et l'urgence de ses préparatifs deviennent le moyen de justifier l'appropriation du bien public par des intérêts privés, faisant fi des procédures démocratiques et des règles du droit ordinaire. Face à cette dynamique, les résistances s'organisent dans chaque ville et des liens se tissent entre activistes internationaux. *NOlympians: Inside the Fight Against Capitalist Mega-Sports in Los Angeles, Tokyo and Beyond* (Fernwood Publishing, 2020) étudie ces mobilisations, leurs liens avec les mouvements sociaux, leurs stratégies et leurs tactiques dans la lutte inégale qu'elles mènent contre la machine olympique et ses défenseurs.

Son dernier livre, *What are the Olympics for ?* (Bristol University Press, à paraître en 2024) revient de manière synthétique sur l'histoire politique des Jeux, leurs conséquences anti-démocratiques et les manières de s'y opposer. Une lecture précieuse pour outiller la compréhension et la critique du phénomène olympique, alors que la pré-sélection de la candidature des Alpes du Sud pour les JO d'hiver de 2030 menace de reproduire à la montagne ce que l'on a déjà subi à Paris.

Lorsque les Jeux Olympiques et Paralympiques investissent une ville, ils se manifestent par une pluralité de symptômes épars. De l'annonce de l'attribution de la candidature en 2017 à aujourd'hui, les francilien.nes ont assisté à de nombreux délogements (Squat Unibéton, foyer de travailleur.es migrant.es ADEF), à la construction de gigantesques équipements sportifs (Centre Aquatique Olympique, Village des Athlètes) et se préparent à l'expérimentation de la vidéosurveillance automatisée (VSA) dans l'espace public, supposée sécuriser les Jeux. Dans votre travail, pour lequel vous avez suivi les JOP d'édition en édition, de Londres à Rio à Tokyo, vous esquissez les contours d'un modèle olympique, qui se reproduirait de ville en ville. Quelles en sont les caractéristiques ?

Les Jeux Olympiques se déplacent de ville en ville mais ils provoquent presque toujours les mêmes problèmes. J'ai commencé à étudier le militantisme anti-olympique en 2009, à Vancouver, au Canada. Un groupe de poètes d'avant-garde militants m'avait alerté sur les violations des libertés civiles et sur les lois d'exception qui étaient en train d'être passées. J'ai ensuite vécu à Londres pendant les jeux pour suivre les mobilisations. J'ai aussi vécu à Rio de Janeiro, puis à Tokyo en 2019. Chaque ville présente des problématiques légèrement différentes, en fonction de ses dynamiques propres, mais il y a des régularités qui sont propres au phénomène olympique – ce que les économistes appelleraient les « externalités négatives » des Jeux. La première concerne le coût des JO. Les organisateurs sous-estiment systématiquement les dépenses au moment de la candidature, et elles sont invariablement dépassées. Une étude de l'Université de Oxford a très bien analysé le phénomène : depuis 1960, le coût des jeux a augmenté vertigineusement et a systématiquement été dépassé. Ces dépenses se paient en argent public. Le contribuable français, peu importe qu'il puisse ou non se permettre d'assister aux épreuves, contribue au financement des Jeux Olympiques.

Le deuxième aspect récurrent concerne la militarisation de l'espace public et le déploiement de nouvelles technologies censées protéger le spectacle olympique. Les Jeux fournissent une occasion d'expérimenter de nouvelles technologies qui seront par la suite adoptées et intégrées dans les dispositifs de maintien de l'ordre. En 2020 à Tokyo, les organisateurs voulaient déployer la reconnaissance faciale dans tous les lieux olympiques, même si cela a été reporté en raison du COVID. Or, c'est un fait établi que la reconnaissance faciale est susceptible de perpétuer des biais racistes, en raison de son taux d'erreur très élevé sur les visages racisés, et qu'elle pose un vrai problème du point de vue des libertés publiques. Les jeux de 2024 à Paris seront l'occasion d'expérimenter la VSA, qui devrait pouvoir être employée jusqu'en 2025. Il est probable, vu ce qui s'est passé lors des précédentes éditions, qu'elle soit ensuite banalisée et intégrée au dispositif ordinaire de maintien de l'ordre. [Confirmant cette hypothèse, la Ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra a annoncé en septembre 2023 vouloir prolonger l'expérimentation de la vidéosurveillance automatisée par-delà les JO 2024. *n.d.r.*]

Le troisième élément que décrivent les chercheurs qui travaillent sur le mouvement olympique concerne les délogements et la gentrification. De manière un peu grossière, on pourrait dire que les délogements et les expulsions adviennent plutôt dans les pays du Sud, alors que l'on observe plutôt dans les pays du Nord un mouvement de gentrification accélérée. En réalité, les deux phénomènes se croisent. À Londres, en 2012, autour de 1000 personnes ont été délogées pour accueillir les Jeux Olympiques. Lorsque j'ai habité à Rio de Janeiro, j'ai travaillé avec beaucoup de personnes déplacées – on recense autour de 77,000 personnes qui ont dû quitter leur maison. Le plus souvent, ces délogements sont l'occasion de remplacer des logements sociaux par des logements au prix du marché. À Tokyo, j'avais interviewé pour *The Nation* deux femmes qui avaient été délogées au moment des Jeux Olympiques de 1964, puis à nouveau en 2019. Elles m'avaient demandé à être anonymi-

sées, parce qu'elles craignaient les répercussions négatives qu'elles pourraient encourir en raison de la popularité des JO.

Une quatrième tendance est celle du *greenwashing*. Les organisateurs promettent toujours une grande amélioration environnementale, mais les résultats sont systématiquement décevants. A Rio, tout le monde était enthousiaste à l'idée de nettoyer les eaux de la baie de Guanabara, très polluée. Les organisateurs avaient promis que 80% de l'eau qui s'y déverse serait filtrée, ce qui n'est pas advenu : au moment des Jeux, c'était moins de 30%. On pourrait aussi parler de la moindre rémunération et du peu de considération dont souffrent les athlètes, de la corruption et du déni de démocratie, qui sont malheureusement les conséquences systémiques de l'organisation des Jeux.

De nombreuses personnes considèrent simplement que les JO sont un événement divertissant et que ces conséquences sont indissociables de l'événement. C'est seulement quand les Jeux arrivent dans leur ville qu'ils commencent à prendre conscience de ses effets.

Derrière ces mêmes conséquences, vous identifiez une même cause : la « machine olympique », chapeauté par le Comité International Olympique (CIO). Face à ces effets et face aux critiques qui émergent invariablement, comment cette machine se maintient-elle ?

Pour comprendre la machine Olympique, il faut d'abord comprendre la manière dont le Comité International Olympique en régit le fonctionnement, aux côtés des sponsors qui participent au financement et des entreprises de l'audiovisuel qui diffusent le spectacle. Le CIO est au cœur du mouvement olympique : il prend les décisions financières, rédige les contrats avec la ville-hôte [la ville qui accueille les JO, *n.d.r.*]. Tout est organisé à son avantage : depuis le tout début du mouvement olympique, le CIO décharge les coûts économiques et les « coûts sociaux » de l'événement sur la ville qui héberge les jeux. Le modèle a évidemment subi des transformations depuis la première édition des JO en 1896. Ce n'est qu'autour de 1980 qu'ont été introduits les sponsors des JO, qui sont des entreprises multinationales [AirBnb, Coca Cola, Alibaba, Allianz, Omega, Samsung, P&G, Toyota, etc.] regroupées dans ce qui s'appelle le « Programme Olympique ».

Outre le CIO et les sponsors, le troisième élément nécessaire pour comprendre le fonctionnement de la machine olympique est le rôle du secteur de l'audiovisuel. Les sponsors et l'audiovisuel composent à eux seuls pour 90% des revenus du CIO, auxquels s'ajoutent les revenus de billetterie. Cela permet de comprendre beaucoup de choses. Pourquoi les JO d'été ont-ils lieu en juillet et en août, qui sont des mois terriblement chauds et peu recommandés pour la compétition sportive en extérieur ? Très simplement parce que le Comité Olympique International perçoit des redevances audiovisuelles de NBC et que NBC veut diffuser les Jeux Olympiques l'été, avant la reprise de la saison de football américain.

Évidemment, chaque édition des Jeux olympiques est légèrement différente : le comité d'organisation des Jeux a une implantation nationale, qui reflète alors les intérêts et les conflits propres à une élite locale. Par exemple, en France, la question de la sécurité ou les crispations autour du port du voile des athlètes peuvent émerger avec une intensité particulière. Mais la machine est la même et les problèmes fondamentaux se reproduisent invariablement de ville en ville.

Au vu de l'importance des sponsors et des contrats audiovisuels, on aurait presque l'impression que l'athlétisme est une dimension mineure des Jeux Olympiques. Quelle est la place du

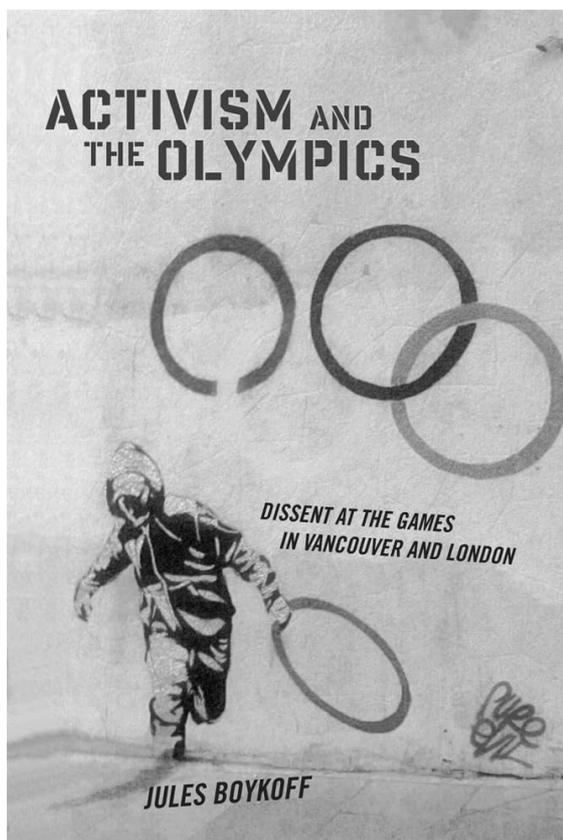
sport au sein de la machine olympique ?

De nombreux chercheurs soutiennent que les Jeux Olympiques sont devenus une force économique avant même d'être un événement sportif. L'athlétisme, la compétition sont devenus accessoires comme l'effort l'organisation tourne autour de l'accumulation de profit – le sport est devenu presque secondaire.

Dans ce cadre, pourquoi les villes continuent-elles de candidater pour accueillir les Jeux ?

Il y a dans chaque métropole suffisamment d'intérêts politiques et économiques qui savent qu'ils vont bénéficier des Jeux et qui se mobilisent en soutien de la candidature. Depuis que je m'intéresse à l'histoire des JO, je n'ai jamais vu de candidature populaire ni de mouvements locaux qui réclameraient d'accueillir les Jeux Olympiques. Ce sont toujours des acteurs puissants, avec des liens avec les secteurs du BTP, de l'immobilier et de la sécurité privée. Les Jeux génèrent un afflux de capital important, mais tout cet argent s'envole invariablement vers le haut, vers ceux qui en possèdent déjà beaucoup. J'appelle ça l'économie du ruissellement inversé : l'argent se concentre dans les poches de ceux qui en possèdent déjà beaucoup.

C'est pour cette raison que les villes continuent de candidater. Les organisateurs présentent les Jeux comme une opportunité économique pour les entreprises locales, mais la réalité est moins reluisante. Les conditions de la tenue des Jeux, telles que les prévoit le contrat olympique, ne sont pas en faveur des PME de chaque ville. Elles sont conçues en faveur des grandes entreprises multinationales et la conséquence est qu'une large partie des financements mobilisés s'évapore dans les circuits internationaux et n'est jamais investi localement, contrairement à la promesse de ses organisateurs. On pourrait dire que les JO sont conçus à l'avantage des 10% des personnes les plus riches à l'échelle globale.



Si les JO sont un phénomène international, ils ont aussi une localité;. À chaque édition, les JO s’incarnent dans une ville, avec le tissu urbain qui lui est propre. À Paris, l’aménagement urbain pour 2024, concentré dans le département populaire de Seine-Saint-Denis, s’intègre dans la dynamique de métropolisation du Grand Paris. Comment les Jeux transforment-ils la ville dans laquelle ils se déroulent ? Et comment les villes transforment-elles à leur tour les Jeux ?

La transformation advient effectivement dans les deux sens, même si je me concentre davantage dans mon travail sur le phénomène olympique international que sur les dynamiques urbaines singulières. On considère généralement les Jeux de 1992 à Barcelone comme l’une des éditions les moins destructrices pour la ville. Certes, le quartier de Poblenou a été gentrifié, mais c’était au moment de la fin du franquisme, de l’intégration de l’Espagne à l’Union Européenne et du développement du tourisme. Il s’agit d’ailleurs de l’une des rares éditions où les financements privés ont couvert plus d’un tiers des dépenses, pour deux tiers de dépense publique, ce qui est très rare. On considère généralement Barcelone comme un « modèle », mais il faut une ville très particulière pour que les Jeux Olympiques fonctionnent d’une manière aussi vertueuse. Les villes soutiennent aujourd’hui souvent qu’elles candidatent pour « apparaître sur la carte ». L’argument est curieux : tout le monde connaît Los Angeles, Paris ou Rio, pas besoin d’efforts pour figurer parmi les métropoles globales. Mais dans le cas de l’Arabie Saoudite ou de l’Inde, qui s’intéressent de plus en plus aux Jeux Olympiques, c’est une manière d’apparaître sur la scène de la compétition sportive. L’Arabie Saoudite – entre tous lieux – accueillera les Jeux d’hiver asiatiques de 2029 et l’Inde est en pourparlers avec le CIO, qui a promis à Modi une édition des Jeux Olympiques. Cela est tout aussi intéressant pour le CIO que pour les politiques locaux. Ce qui importe, du point de vue de l’évolution des Jeux, c’est qu’entre 2013 et 2018, une douzaine de villes ont retiré leur candidature, à la suite de référendums (Hambourg et Munich, Davos, etc.) ou d’une intense pression politique (Rome, Budapest, Cracovie, Stockholm, Boston, etc.). La menace d’un référendum est parfois suffisante pour occasionner un retrait. Dans d’autres cas, des politiciens sont élus avec le mandat explicite de s’opposer au JO, comme c’est le cas de Virginia Raggi à Rome. C’est d’ailleurs pour ça que Beijing a remporté la mise pour 2022 : la seule autre candidature provenait de Almaty, Kazakhstan, mais le CIO ne faisait pas confiance au comité organisateur. C’est impressionnant de voir à quel point, entre 2009 et aujourd’hui, le grand public est beaucoup mieux informé des conséquences des JO. En réaction, le CIO a simplement changé la procédure de sélection des villes-hôte. Il n’a pas essayé de prendre en compte les nombreuses critiques adressées aux JO que j’ai pu évoquer ici : il a tout simplement commencé à attribuer les Jeux avec onze ans d’avance, comme pour Los Angeles 2028, avant qu’il puisse y avoir un vote démocratique au sujet de leur accueil et avant que les mobilisations puissent émerger.

Un sondage paru le 13 novembre 2023 relevait que 44% des Franciliens – le double par rapport à 2022 – considèrent qu’accueillir les Jeux Olympiques est une « mauvaise chose ». Mais si l’on s’intéresse à la France, 65% des sondés demeurent favorables. Qu’est-ce qui maintient, par-delà les intérêts économiques qui soutiennent la candidature, la très grande popularité des Jeux Olympiques ?

L’athlétisme et les athlètes jouent un rôle très important dans l’imaginaire des JO. Tout simplement, ce sont les meilleurs athlètes du monde et ils sont incroyablement inspirants. Tout le paradoxe tient au fait que si la machine se maintient grâce à l’aura des athlètes, ces derniers sont généralement assez peu rémunérés. Une étude universitaire Canadienne, réalisée avec la Global Athletes Coalition, un syndicat d’athlètes transnational, a documenté les écarts de revenus entre les athlètes olympiques et ceux issus d’autres Ligues comme la National Basketball Association, la National Hockey

League aux États-Unis ou la Premier League de football au Royaume Uni. Dans ces ligues, entre 45% et 60% des revenus sont perçus par les sportifs, contre 4,1% pour les Jeux Olympiques. Pendant ce temps, les membres du CIO sont rémunérés entre \$450 et \$900 par jour pour assister aux compétitions, ce qui signifie qu'ils gagnent plus d'argent qu'un athlète qui gagnerait la médaille d'or. L'autre élément important concerne le rôle des médias, qui couvrent les JO sans jamais prendre à contrepied la narration officielle. Mais lorsque les JO se rapprochent, il devient de plus en plus difficile de ne pas voir leur impact sur la ville-hôte et sur la région qui l'entoure. Les JO sont terriblement populaires, tant qu'ils n'adviennent que très loin. Les habitantes des villes olympiques réalisent soudainement toutes leurs conséquences, comme on les voit aujourd'hui à Paris.

Le mouvement olympique s'appuie depuis longtemps sur un imaginaire Grec de l'olympisme, celui de la trêve Olympique qui permettait aux athlètes de circuler librement pour participer aux Jeux anciens. Il y a une trentaine d'années, le CIO a relancé cette tradition, avec l'instauration aux Nations Unies d'une trêve olympique. En novembre 2023, les pays membres ont voté la trêve Olympique pour les JO de Paris. Il s'agit là évidemment d'un geste purement symbolique. Dans le contexte géopolitique actuel, cela vire vite à la farce. En 2014, la Russie a envahi la Crimée pendant la trêve olympique des Jeux qu'elle organisait à Sotchi et le CIO n'a pas pipé mot. Elle a envahi l'Ukraine au moment des JO de Pékin en 2022. Les documents officiels du CIO, tels que la Charte Olympique, ont toujours des choses merveilleuses à dire sur les sports et la paix, sur les droits de l'homme, mais ils les font respecter de manière terriblement sélective.

Vous élaborez dans *Celebration Capitalism* (Routledge, 2014) le pendant au célèbre concept de Naomi Klein, le « disaster capitalism », que vous déclinez dans le contexte festif d'un grand événement sportif. En France, la préparation pour le JO de 2024 a été l'occasion de plusieurs exceptions au droit ordinaire : la mise en place de l'expérimentation de la VSA, mais aussi toute une série de dérogations au droit ordinaire en matière d'urbanisme, de publicité et d'environnement prévues par la Loi Olympique de 2018. En quoi ce concept consiste-t-il et comment se met-il en place à l'occasion des JO ?

L'un des éléments principaux de ce que j'appelle « celebration capitalism » [le capitalisme des Fêtes, *n.d.r.*] est l'état d'exception et de suspension du fonctionnement ordinaire du politique. Cela permet au gouvernement et aux entreprises de mettre en place des projets et des partenariats publics-privés qu'il serait difficile de justifier en temps normal. Le terme de « celebration capitalism » désigne la dimension intrinsèquement anti-démocratique et autoritaire des projets politiques soutenus par les grands événements sportifs. À Los Angeles, ville qui accueillera les jeux de 2028, on discute déjà du besoin accru d'effectifs de police pour sécuriser les Jeux, ce qui n'est *in fine* qu'une manière d'accroître le pouvoir policier. Il y a une nomenclature aux USA pour désigner les événements sportifs à haut risque : les « National Special Security Events » (NESS) [les Événements Nationaux à Sécurité Spéciale *n.d.r.*]. Les NESS rassemblent 16 agences de renseignement à l'occasion d'un événement comme les JO ou le Super Bowl [le championnat de football américain, *n.d.r.*] et cela permet à des agences de police comme la *Immigration and Customs Enforcement Agency* [l'agence de contrôle aux frontières états-unienne, connue pour sa traque des migrant.es sans papier, *n.d.r.*] de débarquer dans la ville de LA.

Derrière les scènes, les acteurs puissants qui soutiennent la machine olympique profitent de l'occasion pour élargir leurs marchés ou renforcer leur emprise sur le territoire. Cela complique ultérieurement les résistances locales aux Jeux Olympiques, parce que l'exception est précisément une manière de contourner les règles ordinaires de la participation démocratique. La machine orchestrée par le CIO est fondamentalement anti-démocratique. À chaque édition, le CIO signe un contrat avec

la ville-hôte, qui confère à ce premier « l'autorité suprême » sur les Jeux. À Tokyo, en 2021, la très grande majorité de la population japonaise – 83% selon un sondage de Kyodo News – était favorable à l'annulation des Jeux en plein milieu de l'épidémie de COVID. Le Premier Ministre, Yoshihide Suga, a dû admettre publiquement que seul le CIO avait le pouvoir d'annuler les Jeux, et non le représentant démocratiquement élu d'un pays. S'il les avait annulés contre la volonté du CIO, il se serait trouvé avec une énorme bataille judiciaire sur les bras. Le CIO ne voulait pour aucune raison créer un précédent d'annulation des JO, peu importe les circonstances.

Le CIO n'est cependant responsable devant personne. On pourrait imaginer que les Nations Unies sanctionneraient leur fonctionnement, mais elles restent passives et continuent de passer ces résolutions de trêve olympique en tous les deux ans. On aurait pu espérer que l'Organisation Mondiale de la Santé serait intervenue au moment de la tenue des Jeux pendant une épidémie de COVID avec une population sous-vaccinée, mais elle non plus n'a pas réagi. On aurait pu imaginer que les sponsors seraient préoccupés, mais ils continuent de participer à la fête sans broncher. Il n'y a simplement aucun mécanisme pour limiter l'action du CIO, malgré tous leurs documents et les déclarations de leur président sur l'importance et le pouvoir de la démocratie.



Le phénomène olympique suscite aussi d'importantes résistances, que vous documentez depuis de nombreuses années. Dans *NOlympians, Inside the Fight against Capitalist-Mega Sports* (Fernwood, 2020), vous décrivez les collectifs mobilisés à Londres, Rio, Tokyo et à Los Angeles, leurs imbrications avec les mouvements sociaux et leurs répertoires d'action. Qui se mobilise contre les Jeux et pour quelles raisons ?

Je dirais qu'il y a quatre types d'activistes réunis autour des Jeux Olympiques. Le premier groupe est celui des activistes anti-olympiques, qui s'opposent aux jeux eux-mêmes. C'est par exemple le cas du collectif Saccage 2024 à Paris. À Los Angeles, c'est NOlympics LA ; au Japon c'était le groupe Hangorin no Kai ; à l'échelle transnationale, c'est le mouvement « No Olympics Anywhere ». Un deuxième groupe est constitué de militantes et militants présent.es dans une ville olympique, qui se consacrent à une cause précise comme la surveillance, le droit au logement et le

sans-abrisme, la militarisation de la police, etc. La plupart de ces personnes ne s'intéresse pas spécifiquement aux Jeux Olympiques, mais se trouve soudainement confrontée à tous les problèmes du modèle olympique à l'approche des Jeux. Elles rejoignent parfois les membres du premier groupe, en se greffant aux mobilisations anti-JO. Le troisième groupe, ce sont les syndicalistes et militants qui réalisent que les JO fournissent une opportunité stratégique dans leurs champs de bataille respectifs. C'est par exemple le cas des syndicats et des collectifs de sans-papier en France qui s'appuient sur les JO pour renforcer leurs mobilisations. [Les collectifs sans-papier et la CNT-SO ont organisé au mois de novembre une grève couplée de l'occupation du chantier de l'Adidas Arena et obtenu la signature d'un accord-cadre qui actent la régularisation des travailleurs sur les chantiers olympiques. *n.d.r.*] Tout au long de l'histoire des Jeux, on trouve de nombreuses histoires d'athlètes et de personnes ordinaires qui ont pris appui sur la popularité des Jeux Olympiques pour mettre en avant leurs causes. Les suffragettes avaient menacé de perturber les Jeux pour obtenir le droit de vote et avaient saccagé les terrains de golf. À Los Angeles, en 1932, au pic de la Grande Dépression, il y a eu d'importantes manifestations de personnes indignées par les dépenses extravagantes des Jeux, alors même que la population peinait à se nourrir. Leur slogan était « Groceries not Games » [De la nourriture plutôt que des Jeux].

La difficulté avec ce type de mobilisations opportunistes, c'est qu'il s'agit de personnes qui s'impliquent au moment des JO mais qui retournent à leurs luttes habituelles à peine les jeux finis. Un quatrième et dernier groupe est celui composé par les athlètes. On peut penser en France du footballeur Vikash Dhorasoo, qui s'était prononcé à la télé avec l'élue insoumise Danielle Simonnet en faveur de l'annulation des Jeux Olympiques de 2024. Au moment des JO de Tokyo, alors que le CIO répétait que tout serait sûr à 100%, qu'ils mettraient en place une « bulle olympique », il a envoyé à tous les athlètes un document de renonciation qu'ils devaient obligatoirement signer pour participer aux Jeux. Le document disait que s'ils mouraient de COVID-19, ils ne pourraient pas poursuivre en justice le CIO ou le comité olympique japonais. Un athlète, lorsqu'il a reçu ce document qui disait d'une part qu'il serait en sécurité et de l'autre qu'il ne pourrait rien faire s'il mourait, a pris la décision de faire fuiter le document, que j'ai transmis à une télé japonaise.

Ces groupes ont-ils évolué dans leur composition ou dans leur manière de se mobiliser ?

On observe depuis le début du XXI^e siècle une montée en intensité des protestations contre les Jeux Olympiques, qui demeuraient jusqu'alors plutôt sporadiques et très localisées. Internet et les réseaux sociaux ont beaucoup aidé les militantes anti-olympiques à créer une forme de solidarité de classe, classe transnationale si l'on veut, si l'on oppose schématiquement ceux qui profitent et ceux qui subissent les Jeux. Cela a permis à un vrai mouvement d'activisme transnational d'émerger. En 2012 à Londres, Julian Cheyne, un militant britannique qui avait été délogé par les Jeux, avait commencé à rassembler une coalition importante autour du Counter-Olympics Network et du Games Monitor : il y avait des personnes de Corée du Sud, de Rio et j'y avais participé. Mais on peut véritablement parler d'une mobilisation transnationale depuis le premier sommet anti-olympique international à Tokyo en 2019. Cette coalition permet de suivre à la trace la bête transnationale que sont les Jeux Olympiques, lorsqu'ils se déplacent de ville en ville. La difficulté est que ce genre de militantisme est très coûteux et que la plupart des collectifs mobilisés ont très peu de ressources. La plupart des personnes qui se mobilisent le font sur leur temps libre et avec très peu de moyens, alors qu'elles font face à une armée de travailleurs grassement rémunérés. L'objectif général des mobilisations transnationales est résumé par le slogan « No Olympics Anywhere ». L'autre objectif consiste à soutenir les mobilisations en vue de stopper les Jeux Olympiques dans les différents endroits qui pourraient les accueillir. Les mobilisations les plus efficaces sont toujours celles

qui adviennent avant l'attribution des Jeux. Le plus tôt les activistes se mobilisent pour éviter l'attribution, le mieux. Il y a eu un seul cas dans l'histoire d'annulation des JOP : Denver en 1976. Il y a une telle inégalité de ressources entre les organisateurs olympiques et les militantes, qu'une fois la candidature actée, le CIO a inévitablement l'ascendant. Et il commence à avoir l'habitude de ces oppositions et a mis en place des stratégies pour les neutraliser.

En ce qui concerne les mobilisations anti-JO franciliennes, il me semble que l'une des difficultés en ce moment, par-delà les petits effectifs militants, relève du contexte de répression des mouvements sociaux. La répression des manifestations, couplée à la surveillance accrue des activistes et au regain de la menace terroriste, fait que les différents collectifs mobilisés ont restreint leur répertoire d'action à la sensibilisation, à la contre-expertise et à quelques petites manifestations. Ils savent qu'il ne sera pas possible de mener d'actions pendant la tenue des Jeux.

La suppression des oppositions s'intègre très bien au discours de protection des Jeux Olympiques, qui tend à assimiler la menace activiste à une menace terroriste. Dans le document de candidature de la ville de Rio se trouvait une section intitulée « Menaces activistes/terroristes ». L'opposition aux JO et la menace terroriste s'y trouvaient superposées, comme si elles constituaient un seul et même objet. Sans atteindre ces proportions, on dirait bien que la France applique de fait un traitement similaire, ce qui est très préoccupant. A Paris, sauf catastrophe naturelle, les Jeux auront certainement lieu comme prévu, mais il est intéressant de placer les mobilisations actuelles dans un horizon temporel élargi, après l'annonce de la pré-sélection de la candidature des Alpes pour les JO d'hiver de 2030. Toutes les personnes qui tiennent à la montagne et souhaitent la préserver de l'impact des Jeux ont intérêt à rejoindre les mobilisations autour de Paris : le CIO est extrêmement sensible à la contestation pendant la période de préparation des candidatures. L'autre élément à garder à l'esprit est que pendant les JO, le monde entier sera en train de regarder ce qu'il se passe à Paris. Les actions des collectifs de sans-papiers et des syndicats sur les chantiers de JO ont déjà attiré beaucoup d'attention à l'international, dans la presse anglophone. Dans les prochains mois, tout ce qu'il se passe autour des JO recevra inévitablement beaucoup d'attention médiatique et c'est un levier stratégique important.

Jules Boykoff, *What are the Olympics for ?*, Bristol University Press, à paraître en mars 2024

Cette brochure est la reprise d'un article de Maud Barret Bertelloni, publié sur le site AOC

